

**DECISION N°132/10/ARMP/CRD DU 22 SEPTEMBRE 2010
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE LA SOCIETE DISMAT CONTESTANT
L'ATTRIBUTION DES DEUX (2) LOTS DU MARCHE PORTANT SUR L'ACQUISITION
DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET DE FOURNITURES DE BUREAU AU
PROFIT DE LA DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES
DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

Vu le Code des Obligations de l'Administration modifié par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 ;

Vu le décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés publics modifié, notamment en ses articles 86, 87 et 88 ;

Vu le décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) notamment en ses articles 20 et 21 ;

Vu la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 19 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

Vu la lettre n° MF-10 09 07A du 07 septembre 2010 de la société DISMAT, enregistrée le 09 septembre 2010 sous le numéro 680/10 au Secrétariat du Comité de Règlement des Différends ;

Vu la décision de suspension n°123/10/ARMP/CRD du 13 septembre 2010 du CRD ;

Après avoir entendu le rapport de M. Cheikh Saad Bou SAMBE, Directeur de la Réglementation et des Affaires juridiques, rapporteur, présentant la requête du demandeur ;

En présence de Monsieur Mansour DIOP, Président, de MM. Abd'El Kader N'DIAYE et Mamadou DEME, membres du Comité de Règlement des Différends,

De MM. Youssouf SAKHO, Directeur Général de l'ARMP, Cheikh Saad Bou SAMBE, Directeur de la Réglementation et des Affaires juridiques, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci après :

Par courrier n° MF-10 09 07A du 07 septembre 2010, enregistré le 09 septembre 2010 sous le numéro 680/10 au Secrétariat du Comité de Règlement des Différends, la société DISMAT a introduit une requête contestant la décision d'attribution provisoire des deux (2) lots du marché relatif à l'acquisition de consommables informatiques et de fournitures de bureau au profit de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE) du Ministère de l'Economie et des Finances.

Suivant décision n°123/10/ARMP/CRD du 13 septembre 2010, le CRD a prononcé la suspension de la procédure de passation du marché sus visé.

Par lettre en date du 14 septembre 2010, le Président du CRD a saisi le Directeur de la DPEE pour transmission du dossier d'appel d'offres ;

En réponse, par courrier en date du 17 septembre 2010, reçu le même jour sous le numéro 719/10 au Secrétariat du CRD, la DPEE a transmis les éléments suivants :

- l'avis d'appel d'offres ;
- le dossier d'appel d'offres ;
- les offres des trois soumissionnaires ;
- le procès verbal d'ouverture des plis ;
- le rapport d'évaluation des offres ;
- le procès verbal d'attribution provisoire du marché ;
- les lettres de notification de l'attribution provisoire du marché.

SUR LA RECEVABILITE

Par lettre en date du 06 septembre 2010, la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE) du Ministère de l'Economie et des Finances a notifié à la société DISMAT le rejet de son offre soumise dans le cadre du marché d'acquisition de consommables informatiques et de fournitures de bureau, avant de publier l'avis d'attribution provisoire des deux lots dudit marché dans le journal « L'Observateur » en date du 09 septembre 2010 ;

Par courrier du 07 septembre 2010 enregistré le 09 septembre 2010, la société DISMAT a introduit un recours auprès du CRD en contestation de la décision d'attribution des deux (2) lots du marché respectivement aux sociétés Oumou Informatique et Master Office ;

Considérant qu'aux termes des articles 86 et 87 du décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés publics, tout candidat à une procédure d'attribution est habilité à saisir soit la personne responsable dudit marché d'un recours gracieux, soit le CRD d'un recours contentieux ;

Que selon le cas, la saisine du CRD doit intervenir dans les trois jours ouvrables à compter, soit de la réponse de l'autorité contractante ou à l'expiration du délai de cinq (5) jours qui lui est imparti pour donner sa réponse, soit à compter de la publication de l'avis d'attribution provisoire ou de l'avis d'appel d'offres ou la communication du dossier d'appel à la concurrence ;

Considérant que le recours a été exercé dans le délai de trois (3) jours francs prescrit, il doit être déclaré recevable ;

LES FAITS :

La DPEE a fait publier dans le journal « L'Observateur » en date du 09 septembre 2010, un avis d'appel d'offres en deux lots relatif à l'acquisition de consommables informatiques et de fournitures de bureau.

Après l'ouverture des plis et l'évaluation des trois (3) offres reçues, la DPEE attribue provisoirement les lots 1 et 2 du marché, respectivement aux soumissionnaires Oumou Informatique et Master Office, notifie les candidats du sort réservé à leur offre et publie un avis d'attribution provisoire dans le journal « L'Observateur » en date du 09 septembre 2010.

La société DISMAT introduit un recours en contestation de la décision de la commission des marchés.

Par décision n°123/10/ARMP/CRD du 13 septembre 2010, le CRD a ordonné la suspension de la procédure de passation du marché litigieux.

LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS

A l'appui de son recours, le requérant expose que le marché sus visé a été attribué à ses concurrents alors que le montant de son offre financière est le moins élevé sur chaque lot ;

Il déclare également avoir informé l'autorité contractante, après l'ouverture des plis, d'une erreur qui s'est glissée dans son offre, notamment l'inversion des montants de ses propositions financières sur les deux lots du marché ;

Selon lui, cette erreur ne peut constituer un motif valable de rejet de son offre qui reste moins disante sur les deux lots du marché.

LES MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE :

Il ressort du rapport d'évaluation des offres que la société DISMAT a interverti le montant de son offre sur les lots 1 (consommable informatique) et 2 (fournitures de bureau) du marché, et sur le libellé des garanties de soumission produites au titre de l'appel d'offres ;

Au vu de ces constats, la commission des marchés a déclaré non-conforme l'offre présentée par le requérant.

OBJET DU LITIGE :

Il résulte des faits et motifs ci-dessus exposés que le litige porte sur la validité de la décision de rejet d'une offre par la commission des marchés, suite à l'inversion du montant de cette offre sur les deux lots du marché et sur les garanties de soumission.

AU FOND :

Considérant qu'il résulte de l'avis d'appel d'offres paru dans le journal « L'Observateur » du 29 juin 2010 que la DPEE a lancé un marché relatif à l'acquisition de consommables informatiques et de fournitures de bureau ;

Considérant qu'il ressort des dispositions de la clause 1.1 des Données particulières du dossier d'appel d'offres que le lot 1 concerne l'acquisition de consommables informatiques, alors que le lot 2 porte sur l'acquisition de fournitures de bureau ;

Considérant que le candidat DISMAT a interverti les mentions relatives aux cautions en produisant d'une part une garantie de soumission d'un montant de quatre cent quatre vingt treize mille trois cent vingt (493 320) francs sur laquelle il est mentionné « lot 1 : acquisition de consommables informatiques » alors que ladite garantie se rapporte normalement au lot 2 du marché, d'autre part une caution de soumission d'un montant de cinq cent deux mille huit cents (502 800) francs portant sur le lot 2 du marché relatif à l'acquisition de consommables informatiques qui concerne le lot 1 dudit marché ;

Considérant que l'article 68 du Code des marchés publics dispose, qu'avant d'évaluer et de comparer les offres, la commission des marchés doit d'abord déterminer si les candidatures sont recevables, vérifier qu'elles sont accompagnées des pièces

mentionnées à l'article 45, et ensuite déterminer si les offres sont conformes aux conditions du cahier des charges.

Considérant que la garantie de soumission est un document qui est produit aux fins de permettre à l'autorité contractante de saisir l'institution financière émettrice pour paiement en cas de non respect d'un engagement du candidat, en référence à la clause 20.5 des Instructions aux candidats du dossier d'appel d'offres ;

Considérant que les deux cautions fournies comportent chacune une erreur substantielle qui entache sa validité ;

Qu'il convient en conséquence de dire que la décision de rejet de l'offre de DISMAT est fondée ;

DECIDE :

- 1) Déclare recevable le recours introduit par la société DISMAT ;
- 2) Dit que les garanties de soumission produites par le requérant sont entachées d'un vice les rendant non-conformes ; en conséquence,
- 3) Confirme la décision de rejet de l'offre de la société ;
- 4) Ordonne la continuation de la procédure de passation du marché sus visé ;
- 5) Dit que le Directeur général de l'ARMP est chargé de notifier à la société DISMAT, à la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE) du Ministère de l'Economie et des Finances et à la DCMP la présente décision qui sera publiée.

Le Président

Mansour DIOP